

Les approvisionnements d'énergie

cher un marché après que le contrat actuel avec l'Imperial Oil sera expiré.

Si Petro-Canada peut faire ce que le ministre aimerait qu'elle fasse et si elle négocie les marchés de pétrole directement avec le gouvernement du Venezuela, pourquoi Petro-Canada ne pourrait-elle pas faire la même chose avec les autres sociétés exportatrices de pétrole du Mexique, de l'Iraq, de l'Iran, du Nigeria et les autres? Je ne vois pas du tout pourquoi cela ne devrait pas être le cas. Pourquoi le parti libéral échoue-t-il toujours? Il fait du replâtrage mais ne fait jamais rien de valable et d'efficace.

J'espère que le ministre va nous dire pourquoi, à son avis, Petro-Canada ne devrait pas être autorisée à traiter avec des sociétés pétrolières d'État autres que celle du Venezuela. Il n'y a rien d'exécutoire dans la motion inscrite au nom de mon hon. ami. Elle donne tout simplement au gouvernement le pouvoir d'agir quand l'occasion s'en présente et le justifie. Le gouvernement serait alors autorisé à faire de Petro-Canada l'unique importateur.

Je n'ai pas l'intention de m'attarder aux observations du député de Northumberland-Durham (M. Lawrence) ou du député de Calgary-Centre (M. Andre). Le député de Calgary-Centre a déclaré, si je ne m'abuse, que le bill donnerait un pouvoir dictatorial à un ministre et à un office sans expérience en la matière. L'opposition officielle préférerait-elle continuer à investir ces pouvoirs dans les grandes multinationales pétrolières qui ont trompé et exploité les Canadiens au fil des années?

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Allons donc! Vous ne faites pas campagne en Alberta. Les élections là-bas sont terminées; nous ne sommes plus la semaine dernière.

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Est-ce là la position du gouvernement ontarien et de l'opposition officielle?

M. Lambert (Edmonton-Ouest): La performance de la Saskatchewan dans le domaine pétrolier est éloquent. Ce n'est que de la bonne vieille dialectique de parti.

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Le député d'Edmonton-Ouest (M. Lambert) devrait veiller à ne pas se laisser trop emporter par l'indignation. Un de ces jours, il va exploser.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): C'est que je ne suis plus très bien le député.

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Je sais que le député a perdu le nord et j'essaie de lui remettre les idées en place.

Comment a-t-on décrit ces multinationales pétrolières? Nous avons eu droit à quelques bonnes descriptions ces jours-ci. Les députés que cela intéresse en trouveront une à la page 4256 du *hansard* de vendredi dernier. Voici ce qu'a dit le député de Northumberland-Durham à leur sujet:

Je n'ai certainement pas l'intention de défendre de quelque façon que ce soit les gestes passés ou présents des multinationales pétrolières du monde, ou le marché international. Bien des fois, elles n'ont certes pas agi dans les intérêts supérieurs du Canada. Elles n'agissent peut-être pas dans les intérêts supérieurs du Canada à l'heure actuelle. Elles servent manifestement leurs propres intérêts. C'est leur raison d'être.

● (1610)

Et il poursuit:

C'est une honte et une des tragédies du gouvernement d'en face et du pays que d'avoir jamais à compter sur les multinationales pour quelque quantité de pétrole brut que ce soit.

[M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles).]

Même dans mes pires moments de colère, je n'ai jamais fait une critique aussi acerbe que celle-là des multinationales. Le député de Northumberland-Durham a énoncé le problème en termes très concis et non équivoques. Comme il l'a dit, ces sociétés multinationales n'agissent pas dans les meilleurs intérêts du Canada. Elles ne l'ont pas fait dans le passé et elles ne le font pas davantage maintenant. A son avis, c'est une honte et une tragédie que nous devons compter sur elles pour la moindre quantité de pétrole.

S'il en est vraiment convaincu, comment peut-il, dans le même souffle, dénoncer la mesure et s'opposer à l'amendement, ce qui revient à laisser aux sociétés multinationales le soin de répartir le pétrole, comme nous l'avons fait depuis des décennies? Ailleurs, il soutient qu'il n'est pas vraiment nécessaire de nous préoccuper de cela parce que l'Agence internationale de l'énergie est justement en train de mettre sur pied une telle organisation.

Bien sûr, cela ne tient pas debout. L'Agence internationale de l'énergie réunit par une entente quelque 19 pays, dont le Canada, qui auront de temps à autre le pouvoir de décider ensemble de combien il faudra réduire les importations de pétrole. En d'autres termes, ces pays tenteront de s'entendre entre eux pour réduire la demande afin qu'elle corresponde un peu plus à l'offre. Mais cet organisme ne dispose d'aucun mécanisme permettant de redistribuer le pétrole et il ne décidera pas quelle quantité de pétrole iranien ira au Canada, combien ira aux États-Unis, combien au Japon, etc. A moins que nous ne mettions sur pied notre propre mécanisme de répartition en vertu de cette loi, que nous ne donnions à Petro-Canada le pouvoir d'être le seul agent d'importation pour l'achat de pétrole destiné aux sociétés pétrolières canadiennes, cette décision sera prise par les sept géants, les principales sociétés pétrolières. Elles décideront, comme le député de Northumberland-Durham l'a déjà dit, en fonction de leurs propres intérêts, de leur avantage, et de l'intérêt des pays où elles ont leur siège social. Or le Canada ne fait pas partie de ces pays-là.

J'écouterai avec intérêt ce que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Gillespie) a à dire. Qu'il ne vienne pas nous raconter qu'il est opposé à ce que les multinationales contrôlent la répartition du pétrole, alors qu'il propose de ne donner à Petro-Canada d'autres pouvoirs que ceux qu'elle a déjà reçus pour négocier l'achat de pétrole au Mexique. Jusqu'à maintenant, le ministre s'est dit, en principe, favorable à l'idée de donner plus de pouvoirs et un rôle accru à Petro-Canada, ce dont je lui suis reconnaissant. Je crois que Petro-Canada avait besoin davantage de pouvoirs et le ministre les lui a donnés. Depuis qu'il est ministre, il en a fait un instrument beaucoup plus efficace et je l'en félicite.

J'ai aussi remarqué, bien sûr, que mes amis du Parti progressiste-conservateur exigent chaque jour avec plus de véhémence le démantèlement de Petro-Canada et que ce sujet deviendra le centre d'un affrontement national. Mais je tiens à dire au ministre qu'il ne nous suffit pas qu'il fasse semblant de donner son appui à Petro-Canada. Les conservateurs essaient d'étouffer le bébé dans son berceau, mais nous voulons nous assurer que le ministre et le gouvernement libéral ne le laisseront pas, de leur côté, mourir de faim parce que si nous n'avons pas l'intention de confier un rôle tangible à Petro-Canada, autant en finir avec elle tout de suite et la seule façon